

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mercredi 28 Janvier 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

PRESS AFRIK. Sendou : le Président Bassirou Diomaye Faye donne un coup d'accélérateur à l'industrialisation

Le paysage industriel sénégalais franchit une étape décisive. Ce mardi, le Président de la République, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, s'est rendu à Sendou pour acter la naissance du projet majeur qui incarnent la vision de l'Agenda national de Transformation « Sénégal 2050 ». Le point d'orgue de cette journée a été l'inauguration de la raffinerie du Groupe MAVAMAR Industries, organisée par LEDEN GROUP. Pour le Chef de l'État, cette unité de production moderne est bien plus qu'une simple usine, elle est le symbole de la fin de la dépendance. « La dépendance de notre pays aux importations d'huiles alimentaires constitue un défi majeur. Notre ambition est claire : produire davantage localement, transformer sur place et consommer ce que nous produisons », a martelé le Président Faye. Juste avant cette coupure de ruban, le Président avait procédé à la pose de la première pierre de la Zone industrielle BARGNY-SENDOU, portée par le Groupe SENEGINDIA SA. Une première au Sénégal, puisqu'il s'agit de la toute première zone industrielle entièrement construite par une société privée.

https://www.pressafrik.com/Sendou-le-President-Bassirou-Diomaye-Faye-donne-un-coup-d-accelerateur-a-l-industrialisation_a300484.html

APS. Bargny-Sendou : le président de la République a lancé les travaux de la zone industrielle du groupe Senegindia

Le chef de l'État a présidé une cérémonie de pose de la première pierre de la zone industrielle du groupe privé Senegindia à Bargny-Sendou, dans le département de Rufisque (ouest), mardi. « C'est la première fois qu'une entreprise privée construit une zone industrielle dans notre pays. Jusque-là, seuls l'État et les collectivités territoriales s'engageaient dans l'aménagement et l'équipement de zones industrielles au Sénégal », a signalé le président de la République après avoir procédé au lancement officiel des travaux du futur espace économique et commercial. Selon Bassirou Diomaye Faye, d'autres entreprises sont sur le point d'entreprendre une telle initiative avec le soutien du gouvernement.

<https://aps.sn/bargny-sendou-le-president-de-la-republique-a-lance-les-travaux-de-la-zone-industrielle-du-groupe-senegindia/>

SIKA FINANCE. Sénégal : Une raffinerie d'huile de 600 tonnes par jour inaugurée à Dakar

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-une-raffinerie-dhuile-de-600-tonnes-par-jour-inauguree-a-dakar_59350

SUD QUOTIDIEN. Coopération économique sénégal-marocaine : Ousmane Sonko rassure les investisseurs à Casablanca

Hier, à l'issue de sa visite de travail de deux jours à Casablanca, le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a affirmé que les profondes transformations engagées par



le Sénégal s'opèrent dans le respect des intérêts des partenaires économiques, en particulier des entreprises marocaines déjà implantées dans le pays. Le Sénégal traverse une phase de transition caractérisée par d'importantes mutations et l'émergence de nouveaux paradigmes économiques. Cette transformation se fera en « veillant à préserver les intérêts de l'ensemble des parties concernées, en particulier les entreprises marocaines », a assuré hier, mardi à Casablanca le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko. « Nous avons dans cette salle plusieurs chefs d'entreprises marocains qui connaissent bien le Sénégal. Notre pays connaît de profondes mutations avec de nouveaux paradigmes. Pour les entreprises marocaines déjà établies au Sénégal, nous assurerons une transition qui préservera les intérêts de chaque partie face à ce changement de cap », a-t-il déclaré.

<https://www.sudquotidien.sn/cooperation-economique-senegal-marocaine-ousmane-sonko-rassure-les-investisseurs-a-casablanca/>

RTS. COOPÉRATION SÉNÉGALO-MAROCAINE : DAKAR ET RABAT VISENT À TERME 170 ACCORDS

Les gouvernements sénégalais et marocain ambitionnent de porter à terme à 170 le nombre d'accords de coopération liant les deux pays, afin de renforcer leur cadre juridique et d'accompagner plus efficacement les initiatives économiques bilatérales, a déclaré mardi à Casablanca le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, rapporte l'APS, de son envoyé spécial. « Hier, nous avons pu signer 17 accords de coopération entre le Maroc et le Sénégal. Mais nous voulons aller encore plus loin. Nous visons au moins 170 points d'accords pour mieux renforcer l'arsenal d'instruments juridiques entre nos deux pays », a indiqué M. Sonko. Le chef du gouvernement sénégalais s'exprimait à l'occasion d'un forum économique co-présidé avec son homologue marocain, Aziz Akhannouch, en marge des travaux de la 15e session de la Haute commission mixte sénégal-marocaine.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/cooperation-senegal-marocaine-dakar-et-rabat-visent-a-terme-170-accords>

LE SOLEIL. Coopération Sénégal Maroc : vers un corridor industriel

Bakary Séga Bathily, directeur général de l'Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux (Apix), a partagé ses impressions sur les deux premières journées de visite au Maroc, dans un programme de coopération bilatérale. Cette rencontre, initialement prévue depuis décembre, intervient dans un contexte économique stratégique, juste après des événements sportifs ayant également rapproché les deux pays. « Aujourd'hui, nous sommes venus pour signer un accord de coopération et y ajouter la dimension économique afin de renforcer encore davantage les échanges commerciaux entre nos deux pays, qui étaient déjà au beau fixe », a souligné M. Bathily. L'objectif affiché est clair : créer un véritable corridor industriel entre le Maroc et le Sénégal, en s'appuyant sur les complémentarités entre les deux économies. Le Maroc, a rappelé M. Bathily, s'est développé au cours des trente dernières années, grâce à sa production industrielle, agricole et manufacturière, et est devenu le premier exportateur de véhicules en Afrique. Le Sénégal, de son côté, ambitionne de devenir un hub industriel et commercial, avec une stratégie de production et de transformation locales, soutenue par les banques et les institutions financières.



<https://lesoleil.sn/actualites/economie/cooperation-senegal-maroc-vers-un-corridor-industriel/>

APA NEWS. Maroc-Sénégal : Des opérateurs économiques boostent la coopération

Les opérateurs économiques marocains et sénégalais ont exprimé, mardi 27 janvier à Casablanca, leur détermination à développer de nouveaux partenariats économiques et à dynamiser le rôle du secteur privé dans l'approfondissement de la coopération bilatérale. Lors d'un panel organisé en marge du forum économique Maroc-Sénégal, tenu en marge de la 15^{ème} Grande Commission mixte de coopération Maroc-Sénégal, les hommes d'affaires des deux pays ont fait part de leur volonté commune de développer les opportunités de co-investissement tout en valorisant la complémentarité des économies marocaine et sénégalaise, notamment dans les secteurs bancaire, financier, industriel, pharmaceutique, énergétique et logistique, en vue de soutenir l'intégration économique régionale.

<https://fr.apanews.net/business/maroc-senegal-des-operateurs-economiques-boostent-la-cooperation/>

APA NEWS. Partenariat maroco-sénégalais et investissements multisectoriels

Le Maroc et le Sénégal entretiennent des relations d'investissement « durables et diversifiées », constituant un levier structurant d'une coopération économique appelée à se renforcer, a affirmé, mardi à Casablanca, le chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch. S'exprimant à l'ouverture d'un forum économique tenu en marge de la 15^{ème} session de la Commission mixte maroco-sénégalaise, en présence du Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, M. Akhannouch a souligné que cette relation s'est construite dans la durée et s'est consolidée dans des secteurs structurants pour les deux économies. Il a cité notamment la banque et l'assurance, les matériaux de construction, les mines, les intrants agricoles, la santé et l'industrie pharmaceutique, l'immobilier ainsi que les travaux publics. Le chef du gouvernement a rappelé que le Sénégal constitue pour les entreprises marocaines une porte d'entrée naturelle vers l'Afrique de l'Ouest et un partenaire central à l'échelle continentale.

<https://fr.apanews.net/business/partenariat-maroco-senegalais-porte-par-des-investissements-multisectoriels/>

APA NEWS. Sonko appelle à une intégration des chaînes de valeur

Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a appelé mardi 27 janvier à Casablanca à la mise en place d'une nouvelle phase de partenariat économique entre le Maroc et le Sénégal, fondée sur l'intégration des chaînes de valeur, la production conjointe et le renforcement de la transformation locale, au-delà d'une relation centrée sur les seuls échanges commerciaux. S'exprimant à l'ouverture d'un forum économique organisé en marge de la 15^{ème} session de la Grande Commission mixte de coopération maroco-sénégalaise, en présence du chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch, le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a souligné la nécessité d'« évoluer d'une relation encore largement structurée autour des flux commerciaux vers une relation basée sur le complément productif, l'investissement commun et l'adossement des capacités industrielles des deux pays ».



<https://fr.apanews.net/senegal/maroc-senegal-sonko-appelle-a-une-integration-des-chaines-de-valeur/>

APS. Paris dans un partenariat gagnant-gagnant avec Dakar, selon Eléonore Caroit

La coopération entre la France et le Sénégal s'inscrit dans un partenariat gagnant-gagnant, assure la ministre déléguée française chargée de la Francophonie et des Partenariats internationaux, Eléonore Caroit, réaffirmant la volonté de Paris de continuer à inscrire ses relations avec Dakar dans cette dynamique. En visite au Sénégal, elle dit avoir "senti une volonté" des autorités sénégalaises de continuer à coopérer avec la France, "dans un partenariat qui, aujourd'hui, est un partenariat d'égal à égal, qui répond aux intérêts du Sénégal, aux besoins du Sénégal, et qui répond aussi aux intérêts de la France". Mme Caroit animait un point de presse, mardi, à Dakar, où elle a participé à la réunion préparatoire de haut niveau de la Conférence des Nations unies sur l'eau de 2026. La ministre déléguée française chargée de la Francophonie et des Partenariats internationaux a ajouté avoir également senti "une reconnaissance de la présence française dans un certain nombre de secteurs et d'activités".

<https://aps.sn/paris-dans-un-partenariat-gagnant-gagnant-avec-dakar-selon-eleonore-caroit/>

FINANCIAL AFRIK. FMI et dette du Sénégal : sortir du débat idéologique, retrouver la discipline économique

Le débat sur le FMI revient très fort au Sénégal parce que la dette publique est devenue un sujet central. Dans l'opinion, on entend souvent deux positions extrêmes : certains pensent que le FMI est un "sauveur", d'autres le voient comme un "outil pour dominer les pays pauvres". En réalité, il faut sortir de ces jugements rapides. Le FMI n'est ni un ami, ni un ennemi : c'est une institution financière internationale. Et la dette du Sénégal n'est pas d'abord une question de patriotisme, mais une question simple : est-ce que l'État a encore les moyens de financer ses priorités sans être étouffé par les intérêts de la dette ?

Le FMI : à quoi ça sert exactement ?

Le Fonds monétaire international (FMI) a été créé en 1944 pour aider à maintenir la stabilité de l'économie mondiale. Il regroupe presque tous les pays du monde.

<https://www.financialafrik.com/2026/01/28/fmi-et-dette-du-senegal-sortir-du-debat-ideologique-retrouver-la-discipline-economique/>

DAKAR ACTU. Réforme de la fonction publique : Nouveau décret qui valorise le statut des agents non fonctionnaires de l'État

Le gouvernement sénégalais a adopté le décret n° 2026-66 modifiant le régime spécial applicable aux agents non fonctionnaires de l'État, une réforme majeure visant à améliorer les conditions de travail de milliers d'agents publics. Le texte a été signé ce mardi par le président Bassirou Diomaye Diakhar Faye et contresigné par le Premier ministre Ousmane Sonko. Cette modification du décret n° 74-347 du 12 avril 1974 s'inscrit dans le cadre du référentiel des politiques publiques « Sénégal 2050 : Agenda National de Transformation », qui met l'accent sur la valorisation du capital humain et la qualité de l'administration publique. Selon le rapport de présentation du ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme du Service public, Olivier Boucal,



l'ancien décret présentait plusieurs lacunes, notamment l'absence de consécration expresse de la catégorie des agents non fonctionnaires engagés à un emploi particulier, et l'absence de dispositions concernant les conditions d'avancement pour ceux référencés aux corps des statuts particuliers de l'Enseignement, de l'Éducation populaire, de la Jeunesse et des Sports

https://www.dakaractu.com/Reforme-de-la-fonction-publique-Nouveau-decret-qui-valorise-le-statut-des-agents-non-fonctionnaires-de-l-Etat_a268602.html

SUD QUOTIDIEN. Kaolack – recettes douanières nationales 2025 : la subdivision du Centre contribue à plus de 9 milliards

En plus de ses activités liées à la lutte contre la contrebande et les trafics illicites, la subdivision des Douanes de la zone centre a contribué cette année à hauteur de 9 milliards 232 millions de FCFA aux recettes fiscales douanières. Un montant qui, selon le Directeur des Douanes de la zone centre, le colonel Ibrahima Thiam, pourrait connaître une hausse en fonction du renforcement de la collaboration entre la Douane et les autres Forces de défense et sécurité (FDS), mais aussi avec les populations pour d'éventuelles formes de renseignements, les banques et l'ensemble des unités et services appelés à apporter une main forte à la Douane. Ces rentrées financières ont été rendues publiques lors de la Journée internationale de la Douane qui a été célébrée à Kaolack, avec au programme trois (3) activités majeures.

<https://www.sudquotidien.sn/kaolack-recettes-douanieres-nationales-2025-la-subdivision-du-centre-contribue-a-plus-de-9-milliards/>

LEJECOS. Production industrielle : Progression de 25,6 % en variation annuelle

Au Sénégal, la production industrielle a enregistré une hausse marquée au mois d'octobre 2025, selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd). En variation annuelle, l'Indice harmonisé de la production industrielle (Ihpi) affiche une progression de 25,6 %, traduisant une nette amélioration de l'activité industrielle. Cette performance est principalement portée par la bonne tenue des industries extractives, dont la production s'est envolée de 49,7 % sur la période considérée. Ce dynamisme reflète le regain d'activité dans l'extraction des ressources naturelles, qui demeure un pilier important de la croissance industrielle. Dans une moindre mesure, l'augmentation de la production d'électricité, de gaz et d'eau, en hausse de 12,5 %, contribue également à cette évolution favorable. Le renforcement de l'offre énergétique a soutenu les besoins croissants des ménages et des unités de production. Par ailleurs, les industries manufacturières affichent une progression de 10,5 %, confirmant une amélioration de la transformation industrielle et une meilleure performance de plusieurs branches productives.

https://www.lejecos.com/Production-industrielle-Progression-de-256-en-variation-annuelle_a30248.html

FINANCIAL AFRIK. Riz au Sénégal : transformer enfin les efforts publics en autosuffisance économique

Depuis plus de vingt ans, le Sénégal a inscrit l'autosuffisance en riz au cœur de ses priorités stratégiques. Tous les régimes successifs ont consenti des efforts importants : aménagements hydro-agricoles dans la Vallée du Fleuve Sénégal et à l'Anambé, subventions des intrants, mécanisation, recherche variétale, encadrement des



producteurs. Ces progrès sont réels et mesurables. Pourtant, le riz demeure aujourd'hui le premier produit alimentaire importé du pays, avec une facture annuelle comprise entre 250 et 315 milliards de FCFA selon les années. Une autosuffisance complète améliorerait d'environ trois points le taux de croissance du Sénégal. Cette contradiction impose une lecture économique lucide : le pays produit davantage de riz, mais peine encore à transformer cet effort productif en avantage économique durable.

<https://www.financialafrik.com/2026/01/27/riz-au-senegal-transformer-enfin-les-efforts-publics-en-autosuffisance-economique/>

LEJECOS. Transport aérien : Air Sénégal intègre un B777 sur la ligne Dakar-Paris-Dakar

La compagnie nationale Air Sénégal annonce l'intégration d'un Boeing 777 au sein de sa flotte, depuis le 25 janvier, pour les opérations sur la ligne Dakar-Paris-Dakar. L'information est rendue publique par la compagnie nationale dans un communiqué de presse. Elle explique que cette mise en service marque une étape majeure dans l'amélioration de l'expérience voyage sur cette ligne stratégique du réseau du pavillon national. «L'arrivée de cet appareil permettra le retour de la disponibilité du fret et de la classe business, pour renforcer le confort à bord. Le B777 est configuré bi-classe avec 26 sièges business et 286 sièges en classe économique », précise-t-on.

La compagnie Air Sénégal tient également à présenter ses excuses à l'ensemble de ses passagers pour les perturbations enregistrées ces derniers mois et réaffirme sa volonté de rétablir son niveau de régularité et de confort conforme à ses standards.

https://www.lejecos.com/Transport-aerien-Air-Senegal-integre-un-B777-sur-la-ligne-Dakar-Paris-Dakar_a30247.html

SUD QUOTIDIEN. Kaspersky alerte sur la montée en complexité des menaces à l'ère de la digitalisation

Dakar a accueilli mardi 27 janvier l'édition 2026 de la conférence KNext Dakar, un rendez-vous annuel organisé par l'équipe Kaspersky, acteur mondial de la cybersécurité, visant à favoriser les échanges autour des enjeux numériques actuels au Sénégal et dans la sous-région ouest-africaine. Réunissant des experts IT, des responsables de systèmes d'information, des partenaires technologiques et des décideurs publics et privés, l'événement a mis en lumière l'évolution rapide des menaces cybernétiques dans un contexte marqué par une digitalisation croissante des organisations africaines. Intervenant lors de la conférence, Pascal Naudin, Head of B2B Sales North, West & Central Africa chez Kaspersky, a rappelé l'ADN et le positionnement unique de l'entreprise sur le marché mondial de la cybersécurité.

<https://www.sudquotidien.sn/cybersecurite-en-afrique-de-louest-kaspersky-alerte-sur-la-montee-en-complexite-des-menaces-a-lere-de-la-digitalisation/>

LE SOLEIL. Développement du marché des titres publics: Le gouverneur de la Bceao liste les leviers majeurs

La huitième édition des Rencontres sur le Marché des titres publics (Remtp) s'est ouverte mardi 27 janvier à Lomé. À cette occasion, le gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), Jean-Claude Kassi Brou, a mis en exergue les actions et priorités pour un marché élargi, profond et capable d'accompagner les besoins des pays de l'espace Uemoa. LOME- Au Togo, s'est ouvert, mardi 27 janvier, la huitième édition des Rencontres sur le Marché des titres publics. Le thème retenu,



cette année, est : « Marché des titres publics : consolidation des acquis et stratégies d'adaptation aux défis émergents ». En marge de la cérémonie d'ouverture, la directrice d'Umoa-Titres, Oulimata Ndiaye Diassé, s'est réjouie des importants résultats enregistrés ces dernières années, notamment en 2025 où les États sont parvenus à lever 11 858 milliards de FCfa. « Les résultats illustrent cette croissance au fil des années. En 2025, les ressources mobilisées sur le marché des titres publics ont atteint 11.858 milliards de FCfa avec un encours de la dette à la même date de 21.629 milliards de FCfa.

<https://lesoleil.sn/non-classe/developpement-du-marche-des-titres-publics-le-gouverneur-de-la-bceao-liste-les-leviers-majeurs/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Tensions Maroc/Sénégal depuis la CAN: «Une parenthèse infinitésimale» dans des relations au long cours

Le Premier ministre sénégalais est depuis ce lundi 26 janvier en visite officielle au Maroc. Ousmane Sonko a notamment présidé avec son homologue Aziz Akhannouch la 15^e session de la commission mixte maroco-sénégalaise dans un contexte de tensions entre les deux pays suite aux incidents parfois violents qui ont émaillé il y a dix jours la finale de la CAN. Le chercheur Bakary Sambe, président du Timbuktu Institute et auteur de l'ouvrage *Le Maroc africain, trajectoire d'une ambition continentale*, est l'invité d'Afrique midi.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invit%C3%A9-africain-midi/20260127-tensions-maroc-s%C3%A9n%C3%A9gal-depuis-la-can-une-parenth%C3%A8se-infinit%C3%A9simale-dans-des-relations-au-long-cours>

RFI. À la Une : les États-Unis et l'Afrique, exclusion et interventionnisme

« Il était déjà difficile d'obtenir un visa pour les États-Unis, c'est devenu mission impossible pour les habitants de 26 pays africains, constate Le Point Afrique. En ce mois de janvier, l'administration américaine a annoncé un gel partiel ou total des visas pour plusieurs nations africaines, provoquant une onde de choc à travers le continent. Cette mesure, qui frappe les ressortissants de pays comme le Nigeria, le Ghana, l'Égypte, et d'autres nations à fort potentiel économique, est justifiée par Washington par des préoccupations de sécurité nationale et de migration illégale. Elle soulève surtout, souligne Le Point Afrique, des questions sur l'évolution de la politique migratoire des États-Unis et reflète la xénophobie non voilée du président Donald Trump qui se voulait faiseur de paix. (...) "Ce qu'il faut comprendre, c'est que cette décision s'attaque aux personnes noires et arabes. Les étudiants, réfugiés et touristes blancs sont toujours les bienvenus", explique toujours dans Le Point Afrique un chercheur américain spécialiste des questions africaines, donnant pour exemple les familles sud-africaines accueillies à bras ouverts car victimes, "selon Trump, d'un génocide perpétré par les Noirs, poursuit ce chercheur.



<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/revue-de-presse-afrique/20260128-%C3%A0-la-une-les-%C3%A9tats-unis-et-l-afrique-exclusion-et-interventionnisme>

FNH.MA. Croissance, déficit et dette : les principaux indicateurs macroéconomiques attendus en 2026

Selon le Budget économique prévisionnel 2026 du Haut-Commissariat au Plan (HCP), l'économie mondiale est restée relativement résiliente malgré l'intensification de plusieurs facteurs de risque et la multiplication des chocs. Toutefois, l'année 2026 s'annonce marquée par un léger ralentissement de l'activité économique, sous l'effet de l'aggravation des tensions commerciales et de la persistance des crises géopolitiques. L'économie mondiale est restée relativement résiliente malgré l'intensification de plusieurs facteurs de risque et la multiplication des chocs. Toutefois, l'année 2026 s'annonce marquée par un léger ralentissement de l'activité économique, sous l'effet de l'aggravation des tensions commerciales et de la persistance des crises géopolitiques. Dans un contexte international marqué par de fortes tensions, l'année 2026 s'annonce plus délicate, sous l'effet de la montée du protectionnisme et des incertitudes politiques persistantes. La croissance économique mondiale devrait ralentir à 2,9 %, après 3,2 % en 2025 et 3,3 % en 2024.

<https://fnh.ma/article/actualite-economique/indicateurs-macroeconomiques-2026-croissance-deficit-dette>

LE MONDE. Comment l'Inde et l'UE ont accéléré la création d'un marché commun pour contrer Donald Trump

Le premier ministre indien, Narendra Modi, et les représentants de l'Union européenne ont conclu, mardi 27 janvier, un accord commercial après près de vingt ans de négociations intermittentes. « Nous avons conclu la mère de tous les accords », s'est félicitée Ursula von der Leyen, sur X, mardi 27 janvier, alors que l'Inde et l'Union européenne (UE) venaient de conclure leurs négociations sur un accord de libre-échange. La présidente de la Commission et son homologue du Conseil européen, Antonio Costa, avaient fait le déplacement à New Delhi. Ils y ont célébré, avec le premier ministre indien, Narendra Modi, la création d'un marché de près de 2 milliards d'habitants et l'union commerciale de deux continents, qui représentent le quart du produit intérieur brut mondial.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/27/pour-contrer-donald-trump-l-inde-et-l-ue-creent-un-marche-commun_6664334_3234.html

BFMTV. "Je trouve ça formidable": l'euro franchit la barre des 1,20 dollar pour la première fois depuis 2021 et Donald Trump en est très satisfait

L'euro a dépassé mardi le seuil symbolique des 1,20 dollar, une première depuis plus de quatre ans, profitant de l'indifférence de Donald Trump à la chute de la devise américaine. Catapulté par une présidence Trump qui affole les marchés et plombe le billet vert, l'euro a franchi mardi le seuil des 1,20 dollar pour la première fois depuis quatre ans et demi. Le déclencheur a été l'indifférence exprimée mardi par Donald Trump vis-à-vis de la chute de la devise américaine, le chef d'Etat estimant que "le dollar se porte très bien". En une semaine, la devise a reculé de plus de 2% face aux deux principales monnaies européennes, l'euro et la livre sterling. "Je trouve ça formidable", a déclaré Trump aux journalistes en Iowa mardi, qui lui ont demandé s'il s'inquiétait de la chute du dollar. "Je pense que la valeur du dollar est excellente,



regardez les affaires que nous menons. Le dollar se porte à merveille."Selon Win Thin, économiste en chef de la Bank of Nassau, "nombreux sont ceux, au sein du cabinet Trump, qui souhaitent un dollar plus faible afin de rendre les exportations plus compétitives", rapporte le média américain Bloomberg. "Ils prennent un risque calculé. Une monnaie plus faible peut être avantageuse jusqu'à ce que la situation se dégrade", estime-t-il.

https://www.bfmtv.com/economie/l-euro-franchit-la-barre-des-1-20-dollar-pour-la-premiere-fois-depuis-2021-profitant-du-recul-de-la-devise-americaine_AD-202601280115.html

BFMTV. 20 ans de tractations pour aboutir à l'accord du siècle: pourquoi l'accord UE-Inde suscite infiniment moins de crainte pour l'agriculture européenne que celui avec le Mercosur

Au contraire de l'accord UE-Mercosur, l'accord commercial récemment conclu entre l'Inde et l'Union européenne n'a pas agité – pour l'heure – le secteur agricole. En dépit des tensions qui secouent le commerce mondial, l'Inde et l'Union européenne parviennent à faire affaire. Au terme de vingt années de difficiles tractations, Bruxelles et New Delhi ont enfin ouvert la porte à l'un des plus importants traités commerciaux jamais conclus. "C'est l'accord de tous les accords", s'est félicité le Premier ministre indien Narendra Modi, tandis que la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a estimé que le bloc européen et le géant asiatique "marquaient l'histoire" en créant une zone de libre-échange "de 2 milliards de personnes".

https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/agriculture/20-ans-de-tractations-pour-aboutir-a-l-accord-du-siecle-pourquoi-l-accord-ue-inde-suscite-infiniment-moins-de-crainte-pour-l-agriculture-europeenne-que-celui-avec-le-mercotur_AV-202601280265.html

LA TRIBUNE. Chute du dollar face à l'euro : les gagnants et les perdants

La dépréciation rapide du dollar crée à la fois des opportunités pour le pouvoir d'achat européen et la BCE, mais aussi de nouveaux risques pour la compétitivité des entreprises de la zone euro. La glissade du dollar face à l'euro s'impose comme l'un des faits marquants des marchés financiers depuis plusieurs mois. Mardi, la monnaie unique européenne a franchi le seuil symbolique des 1,20 dollar, une première depuis juin 2021, portée moins par sa propre vigueur que par l'affaiblissement du billet vert. Une évolution suivie de près par les autorités monétaires européennes, tant ses implications pour l'inflation, la croissance et la compétitivité du continent sont multiples. Les responsables de la Banque centrale européenne (BCE) observent attentivement cette appréciation de l'euro. « L'Eurosystème n'a pas d'objectif de change ; mais nous suivons avec attention cette appréciation de l'euro, et ses conséquences possibles sur une moindre inflation », souligne François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et membre du conseil des gouverneurs de la BCE, dans un message publié sur LinkedIn.

<https://www.latribune.fr/article/economie/19490282570436/les-gagnants-et-perdants-de-la-chute-du-dollar-face-a-leuro>

LE MONDE. Budget 2026 : les amères leçons des longs mois de débats à l'Assemblée nationale



Si le vote définitif devra attendre la semaine prochaine, après un passage au Sénat, les députés dressent déjà le bilan de cette longue séquence, avec l'idée d'en tirer les leçons pour les discussions à venir sur le projet de loi de finances 2027. Il y a des signes qui trahissent la fin d'une séquence. Mardi 27 janvier au matin, Philippe Brun, député Parti socialiste (PS) de l'Eure, chef de file de son groupe sur les débats du projet de loi de finances pour 2026, habitué pendant des mois à batailler sur le budget de l'Etat, avait d'autres priorités : se transformer en guide de l'Assemblée nationale pour un groupe d'élèves. Autant dire que le négociateur socialiste semblait plutôt serein sur l'issue de la journée, alors que deux motions de censure, l'une déposée par La France insoumise (LFI), Les Ecologistes et les communistes, et une autre par le Rassemblement national (RN) et ses alliés ciottistes, étaient examinées dans l'après-midi après l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution par le premier ministre, Sébastien Lecornu, sur la partie dépenses du budget de l'Etat, quelques jours plus tôt. https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/01/28/a-l-assemblee-nationale-les-amer-les-lecons-des-mois-de-debats-sur-le-budget-2026-enfin-adopte_6664386_823448.html

LA TRIBUNE. Créations d'entreprises : la France bat un record en 2025, avec un boom des entreprises classiques

L'année 2025 s'est achevée sur une accélération de + 3,9 % des créations d'entreprises en décembre. Ce sprint final porte la croissance annuelle à + 4,9 %, un record porté par le réveil spectaculaire des structures classiques et des sociétés. En décembre 2025, le volume global des créations d'entreprises a bondi de 3,9 % en données corrigées des variations saisonnières. Ce chiffre, qui intervient après un mois de novembre plus timoré (+ 0,7 %), vient sceller un exercice 2025 historique : sur l'ensemble de l'année, le nombre total de créations affiche une hausse solide de 4,9 % par rapport à 2024.

<https://www.latribune.fr/article/economie/8307487075867/creations-dentreprises-la-france-bat-un-record-en-2025-avec-un-boom-des-entreprises-classiques>

FRENCH.CHINA.ORG. Les exportations de Hong Kong ont augmenté de 15,4 % en 2025

Le département du recensement et des statistiques de Hong Kong a annoncé le 27 janvier que les exportations de marchandises de Hong Kong avaient augmenté de 15,4 % en glissement annuel en 2025 pour atteindre 5 240,3 milliards de dollars hongkongais, un niveau record qui marque également la deuxième année consécutive de croissance. Un porte-parole du gouvernement de la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong a déclaré que face à la croissance modérée de l'économie mondiale, le renforcement des liens économiques et commerciaux de Hong Kong avec les marchés émergents, conjugués à la forte demande mondiale de produits électroniques liés à l'intelligence artificielle (IA), soutiendraient les performances commerciales de Hong Kong.

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-01/28/content_118304746.htm

FNH.MA. IA financière : la Chine s'impose comme le deuxième pays le plus compétitif au monde

La Chine se positionne comme le deuxième pays le plus compétitif au monde dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) appliquée à la finance, derrière les États-Unis



et largement devant le reste de l'Asie, selon le dernier classement de l'indice mondial de compétitivité en IA publié mercredi par le think tank Deep Knowledge Group. Avec un score de 83,41 points, la deuxième économie mondiale se classe derrière les États-Unis (98,84) mais devance le Royaume-Uni (78,26), selon le rapport de Deep Knowledge Group. La Suisse, Singapour, l'Allemagne, l'Arabie saoudite et l'Inde complètent le classement. La Chine surpasse tous les pays en matière de maturité de l'IA dans le secteur financier, obtenant un score de 90 points à la faveur d'une forte adoption dans les domaines bancaire, des assurances, de la fintech et de la gestion d'actifs.

<https://fnh.ma/article/actualites-marocaines/ia-chine-usa-puissance-2026-monde>

COURRIER INTERNATIONAL. Économie. Le Japon fonce-t-il tout droit vers la "faillite financière" ?

À l'approche des élections législatives du 8 février, les partis japonais proposent des mesures de réduction d'impôts susceptibles d'aggraver la dette du pays, qui caracole déjà à 235 % du PIB. Un "populisme fiscal" qui inquiète plusieurs journaux nippons. Le Japon risque-t-il une crise financière en raison de sa dette ? À moins de deux semaines des élections législatives qui auront lieu le 8 février, c'est la question qui taraude les médias du pays. Ce scrutin va se dérouler dans un contexte très incertain. Si la cote de popularité de la Première ministre, Sanae Takaichi, est très élevée – autour de 60 % –, celui de sa formation, le Parti libéral démocrate, stagne à 30 %. Face à Takaichi, le Parti démocrate constitutionnel (centre gauche) et le Komeito (centre) ont pris la décision de créer une nouvelle formation, l'Alliance centriste pour la réforme, ce qui complique davantage les pronostics. Au moins, la presse japonaise s'accorde sur les enjeux : le thème central sera l'inflation, qui ne cesse de réduire le pouvoir d'achat des Japonais depuis plusieurs années.

https://www.courrierinternational.com/article/economie-le-japon-fonce-t-il-tout-droit-vers-la-faillite-financiere_239848

COURRIER INTERNATIONAL . Téhéran a maté le soulèvement, mais le risque de désintégration économique demeure

Alors que la crise monétaire a atteint son paroxysme fin décembre, la suspension des communications et d'Internet pour mater la révolte de début janvier a porté un coup supplémentaire à une économie iranienne déjà aux abois. Résultat : le pays est quasiment à l'arrêt, tandis que l'inflation poursuit son envolée sans aucune solution à l'horizon, explique cette journaliste dans "Iran International", un média d'opposition en exil. Téhéran a écrasé dans le sang les manifestations, mais il n'a pas de solution comparable pour une économie en butte à l'inflation et à l'effondrement des revenus. La mobilisation a été déclenchée par une brusque chute de la valeur de la monnaie, puis, rapidement, les manifestants ont appelé à renverser la République islamique. Désormais, de nombreux Iraniens disent connaître personnellement au moins une ou deux personnes tuées le 8 ou le 9 janvier. Les arrestations et les disparitions forcées – dont on ne connaît toujours pas l'ampleur exacte – ont précipité d'innombrables familles dans la crise, aggravant la peur et l'incertitude.

https://www.courrierinternational.com/article/analyse-teheran-a-mate-le-soulevement-mais-le-risque-de-desintegration-economique-demeure_239813

